



Les perspectives de la stratégie russe en Arctique : un « clair-obscur » de plus en plus assumé

Thibaud Petit

Linguistique en formation, Thibaud Petit est titulaire d'un master en études européennes organisé conjointement par l'UCL et l'USL. Il s'intéresse principalement aux rapports de la Russie avec son environnement proche - en particulier les rapports euro-russes - ainsi qu'aux politiques étrangères et de sécurité russe et allemande.

Introduction

En 1987 à Mourmansk, le président russe Michael Gorbatchev exprimait dans son discours ses vœux à ce que l'Arctique demeure une « zone de paix internationale » et une « vitrine de la coopération internationale ». Contrairement à d'autres zones géographiques, l'Arctique est restée relativement épargnée par les récents soubresauts géopolitiques de la dernière décennie. L'accélération du réchauffement climatique et la fonte des glaces ont progressivement révélé le potentiel de la région sur le long terme au niveau stratégique, socio-économique, et commercial, aiguissant ainsi l'appétit des grandes puissances. À l'avenir, le Grand Nord sera le théâtre d'une modification du rapport des Etats riverains[1] et plus généralement de l'équilibre géopolitique mondial. Une analyse non-exhaustive des récentes « aventures » russes dans la région est donc primordiale pour appréhender les futures tensions dans le Grand Nord. En effet, si les batailles entre les Etats riverains restaient pour l'essentiel juridiques, l'hypothèse d'un conflit militaire en Arctique semble bien réelle comme le laissait déjà entendre en 2018 le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou[2] ou plus récemment le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov en rappelant que « l'Arctique était russe »[3].

Si la multiplication des récentes manœuvres militaires témoigne d'un renforcement de l'influence russe, cela ne signifie pas qu'elles s'appliquent sur toute la côte du Grand Nord ou que la stratégie russe est dépourvue d'ambiguïté. À l'instar de nombreux pays, les conséquences du réchauffement climatique et les tensions avec l'Occident ont progressivement amené Moscou à considérer dans sa stratégie les impératifs climatiques et environnementaux avec la même importance que les impératifs stratégiques et sécuritaires. Si un retournement de situation n'est pas exclu, Moscou semble actuellement privilégier la deuxième catégorie au détriment de la première qu'elle entend pourtant défendre au cours de sa présidence au Conseil de l'Arctique[4]. Cette nouvelle trajectoire semble contradictoire car elle pèse énormément sur le budget national et a déjà contraint la Russie à revoir ses ambitions à la baisse dans le domaine extractif et le développement de la Route maritime du Nord (RMN) dont les rendements futurs divisent les spécialistes.

Pour comprendre les « ambiguïtés assumées[5] » de la stratégie russe en Arctique, nous allons d'abord revenir brièvement sur la stratégie élaborée pour la zone de l'Arctique jusqu'en 2035 dans laquelle Moscou esquisse ses ambitions et objectifs démographiques, climatiques, et socio-économiques.

Nous verrons ensuite en quoi elle se révèle en porte-à-faux avec les ambitions russes dans le domaine extractif et le développement de la RMN pour lesquels nous tenterons de dresser les futures perspectives.

Troisièmement, nous aborderons les incitants à la remilitarisation du Grand Nord qui s'avère être un « succès » malgré la stagnation économique et les limites budgétaires. Enfin, nous terminerons par un examen non-exhaustif des plateformes de coopération existantes pour l'Arctique que Moscou entend privilégier et renforcer. Nous en profiterons également pour nuancer les perspectives d'une coopération sino-russe souvent dépeinte de manière positive, mais qui est davantage prometteuse qu'une coopération renforcée euro-russe qui semble pour l'heure rester lettre morte.

1) La stratégie russe pour l'Arctique jusqu'en 2035: une stratégie sans boussole?

La stratégie élaborée pour la zone de l'Arctique jusqu'en 2035 constitue la pierre angulaire de la présidence russe au Conseil de l'Arctique et de ses ambitions sur le plan national. L'amélioration des conditions de vie des populations autochtones, les défis du changement climatique, la coopération socio-économique entre les régions polaires, ainsi que la stabilité et le développement du Conseil de l'Arctique en constituent les axes principaux. La stratégie souligne également les principaux défis comme les conséquences du réchauffement climatique dans la région, le développement socio-économique inadéquat, la diminution de la population, et enfin les retards dans la réalisation de projets d'infrastructures clés. La concrétisation de la stratégie de 2035 signée en tant que loi en mars 2020 connaît un démarrage difficile. Dans un premier temps, selon une note de l'OTAN[6], des trois documents censés être pris en compte parallèlement à la stratégie de 2035

– la stratégie de sécurité nationale (SSN), la stratégie de développement socio-économique, et la stratégie énergétique –, seul le dernier est adopté dans les délais (juin 2020). La SSN, dont la mise à jour était initialement prévue pour 2020, sera uniquement soumise en décembre 2021, tandis que le projet de développement socio-économique élaboré jusqu'en 2030 le sera quant à lui en mai 2021.

Si la stratégie esquisse les défis et les objectifs, elle ne dit rien sur la manière d'y parvenir. Par exemple, aucune mesure relative aux moyens déployés pour endiguer la baisse de population ou encore rehausser les conditions de vie n'est mentionné. Au niveau démographique et socio-économique, Moscou aspire à réduire de moitié l'exode de la population des régions polaires d'ici 2024 ou encore de créer 110.000 nouveaux emplois permanents d'ici 2030 et 220.000 d'ici 2035[7]. La Russie présente certes l'avantage d'être le seul Etat qui développe une présence humaine dans cette région. Cependant, Moscou devra revoir ses ambitions à la baisse et le gros défi sera de réfléchir à des incitants économiques et financiers pour garder la population dans la région[8]. En effet, l'Arctique russe n'a cessé de connaître une baisse de la population depuis la fin de l'ère soviétique et subit chaque année un exode net d'environ 18 000 individus de ses quelque 2,4 millions d'habitants[9]. Par conséquent, le développement du Grand Nord sera fragmentaire. Seules les régions relevant d'un intérêt stratégique pourront dans un premier temps bénéficier du financement de l'Etat[10].

2) Les perspectives prometteuses et fragiles des activités extractives

Les activités d'extraction minières, pétrolières, et gazières en Arctique constituent le fer de lance de l'économie russe et sont essentielles à l'essor de la RMN et à la modernisation de ses infrastructures.

De plus, les redevances sur les hydrocarbures représentent près de 50% du budget national[11]. En 2010, l'Académie des sciences de Russie dévoilait une étude sur les ressources en gaz et en pétrole dans les océans du monde. Selon cette étude, l'océan Arctique abriterait près de 90 milliards de tonnes de pétrole et 250.000 milliards de mètres cubes de gaz[12], une aubaine pour la Russie qui entend bien consolider sa position internationale sur le marché des ressources naturelles et en tant que fournisseur d'énergie mondial[13].

Au niveau du gaz naturel liquéfié (GNL), Moscou est parvenu à contourner les sanctions occidentales en lançant ses trois projets (dont un « made in Russia ») incluant des actionnaires britannique, français, et chinois : Yamal LNG, Arctic LNG2, et Ob LNG[14]. Aussi, la production de GNL est susceptible d'atteindre les 37 millions de tonnes d'ici 2025 et est estimée entre 55 et 70 millions de tonnes à partir de 2030[15]. À l'exception du GNL, les rendements des activités extractives sur le long terme sont discutés. Bien que Moscou ait trouvé en Pékin et New-Delhi une alternative prometteuse pour écouler ses énergies fossiles, elle ne possède pas les moyens techniques, technologiques, et financiers pour exploiter l'entièreté des ressources en Arctique[16]. Les effets des sanctions de 2014 avec leurs restrictions aux marchés financiers et aux composantes technologiques nécessaires à l'extraction offshore se font encore ressentir. Par ailleurs, les experts semblent unanimes sur les conséquences que le coût du transport et de l'exploitation des différents gisements aura sur le budget national. Qui plus est, des événements extérieurs, tels que la pandémie de covid-19, les politiques de transition énergétique en Europe, la guerre des prix du pétrole et leurs conséquences sur la volatilité du cours des matières premières n'incitent guère les grandes banques à investir dans les activités extractives dans la région[17].

Néanmoins, Moscou n'entend pas abandonner l'extraction des énergies fossiles. Au cours de la dernière décennie, la production d'énergies fossiles en Russie a augmenté de 30% et représentait en 2020 près de 60% de ses exportations[18]. De plus, Moscou entend consacrer les prochaines décennies à deux projets extractifs sur la péninsule de Taïmyr : une exploitation pétrolière et gazière chapeauté par le groupe pétrolier Rosneft avec son projet Vostok Oil estimé à 10.000 milliards de roubles (109 milliards d'euros), soit le plus grand investissement dans la région polaire, et une exploitation d'un gisement houiller chapeauté par l'entreprise Severnaya Zvezda et fort d'un investissement de 45 milliards de roubles (490 millions d'euros)[19]. Par ailleurs, en janvier 2021, Rosneft, Lukoil, et Gazprom Neft sont parvenus à obtenir du gouvernement une modification des lois climatiques pour faciliter l'exploration des énergies fossiles[20]. Pour les observateurs, ce genre de concessions risque à l'avenir de se multiplier avec le potentiel que représente la péninsule sibérienne arctique pour l'essor de la RMN[21].

Si ce positionnement est clairement en porte-à-faux avec les ambitions russes formulées au G20 et aux objectifs climatiques des accords de Paris, il est aussi contre-productif : en effet, la stratégie de 2035 souligne les conséquences néfastes que la fonte du pergélisol pourrait engendrer sur les infrastructures et la production d'hydrocarbures. Selon le ministère russe des Ressources naturelles, la fonte du pergélisol serait actuellement responsable de 23% des défaillances de système techniques et 29% des pertes de productions d'hydrocarbure. Cette situation est susceptible de s'aggraver d'ici 2050 où les dommages du pergélisol pourraient s'élever entre 2000 et 9000 milliards de roubles[22]. Quoi qu'il en soit, à moins de revoir sa stratégie en donnant par exemple la priorité à des projets extractifs moins onéreux[23],

le gouvernement pourra difficilement faire l'impasse sur le réchauffement climatique qui pourrait bien sonner le glas de nombreux projets prometteurs dans ce domaine[24].

3) La Route maritime du Nord: des ambitions revues à la baisse

Le constat dressé dans la section précédente entraîne des conséquences sur le développement de la Route maritime du Nord (RMN) chapeauté par Rosatom qui entend faire reposer le succès de cette dernière sur le transport d'énergie et de GNL entre l'Europe et l'Asie. Avec le recul de la calotte polaire, la RMN est devenue de plus en plus navigable et constitue une alternative prometteuse au détroit d'Ormuz et au canal de Suez, surtout après son obstruction en mars 2021[25]. Jusqu'en 2018, Moscou espérait atteindre les 80 millions de tonnages et de transport par la RMN d'ici 2024[26]. Mais encore une fois, cette ambition a été revue à la baisse (60 millions). En effet, le volume de transport par la RMN en 2020 atteignait tout juste les 32 millions[27]. Comme le souligne Laruelle, cette situation contraint le gouvernement russe à opter soit pour une dynamique économique, en ouvrant la RMN aux navires étrangers et en leur faisant payer des frais de transit qui serviraient à financer les infrastructures portuaires, soit pour une dynamique sécuritaire en contrôlant le passage plus strictement au nom de la sécurité nationale[28]. Malgré un besoin de financements étrangers, les autorités semblent avoir privilégié la seconde option, envoyant ainsi des signaux contradictoires accentuant la méfiance d'investisseurs potentiels[29].

Par ailleurs, ce dilemme fait écho à une autre question relative à la viabilité et l'optimisation économique dans la durée de la RMN mise en évidence par Mered. Selon l'auteur, les stratèges russes peinent encore à trancher sur le modèle de marché applicable au Passage Nord-Est (PNE).

Ils hésitent entre un *modèle de marché fondé sur un PNE complètement dégelé à court comme à moyen terme, ou un modèle bâti sur des infrastructures qui soutiendraient le développement de la PNE aussi bien en cas de regel qu'en cas de dégel* »[30]. Là encore, Moscou semble avoir privilégié la deuxième option au vu des investissements débloqués pour augmenter sa flotte de brise-glaces et de sous-marins à propulsion nucléaire.

Les observateurs et experts sont toutefois divisés sur la rentabilité générée sur le long terme par ces investissements massifs. Pour Laruelle, ces derniers sont insoutenables pour le budget national, malgré une potentielle augmentation des frais de transit générés par un trafic maritime plus important. Elle s'appuie sur le programme d'Etat pour l'Arctique à l'horizon 2025 qui estime les dépenses à 900 milliards de roubles et dont tout au plus un tiers est en mesure d'être financé par la puissance publique. La question est de savoir qui financera les deux tiers restants sachant qu'ils ne peuvent être financés ni par le secteur public, ni par les investissements étrangers[31]. Pour l'auteure, cette situation risque d'accroître le manque de viabilité commerciale et d'infrastructures portuaires déjà dénoncé par Pékin avec laquelle Moscou a renforcé sa coopération dans la région[32]. Mered est revanche plus modéré et considère le degré de ces investissements comme très prometteurs d'un point de vue géoéconomique, au vu du potentiel économique et industriel sur le long terme[33]. Reste à voir la population locale et autochtone adhère à ses futures perspectives sachant qu'elle subit déjà les conséquences du changement climatique et des activités extractives, et que la gestion de la pandémie a considérablement entamé la légitimité de l'Etat. S'il est difficile d'effectuer des prévisions, Moscou est néanmoins parvenue à dégager les financements nécessaires pour sécuriser la RMN comme exposé dans la section suivante.

4) La remilitarisation du Grand Nord: les prémices d'un conflit imminent?

Depuis 2014, l'Arctique est considéré par la Russie comme une région-clé dans l'affirmation de son statut de « grande puissance » et dans la dissuasion nucléaire[34]. De manière générale, la militarisation de l'Arctique n'a cessé de s'intensifier depuis 2007. En 2008, Moscou réactive le concept de « bastion »[35] de la Guerre froide ainsi que plusieurs bases aériennes de l'ère soviétique à partir de 2016[36]. On peut citer comme exemples à l'Est la modernisation de la base aérienne de Temp fondée en 1949 et située dans l'archipel de Nouvelle-Sibérie ou la base militaire Poliarnaïa Zvezda sur l'île Wrangel, jouant depuis 1911 un rôle-clé dans le maintien de l'influence russe en Extrême-Orient[37] et dont la modernisation constitue un enjeu sécuritaire pour Washington en raison de sa proximité avec l'Alaska[38]. Cette modernisation s'est également poursuivie à l'ouest à l'image de la base militaire de Rogachevo en Nouvelle Zemble qui a accueilli pour la première fois en février 2021 l'escadron d'intercepteurs supersoniques MIG-31 BM[39]. Cette modernisation à grande échelle des infrastructures aériennes a été initiée avec la création en décembre 2015 de la 45ème division de défense aérienne de la flotte du Nord destiné à renforcer le contrôle de l'espace aérien en Arctique.

Cette militarisation « continue » peut certes être considérée comme une réponse à l'intensification au cours des cinq dernières années des exercices de l'OTAN et de ses alliés[40] tels que « Trident Juncture 2018 » ou « Arctic Challenge 2019 »[41], mais elle vise surtout à garantir la sécurité et la stabilité nécessaires à la mise en œuvre de la RMN dont les autorités envisagent la navigation toute l'année pour 2022-2023[42]. Pour le moment, la Russie semble concentrer ses effectifs sur le flanc nord-ouest au large de la péninsule de Kola.

Si la péninsule est connue pour ses gisements en cuivre, en nickel, et en aluminium, elle abrite aussi le dispositif de dissuasion nucléaire, symbolisé par le système de missiles S-400 déclaré opérationnel en 2019, la présence massive des navires de lancement de missiles balistiques (SSBN), ainsi que des dispositifs anti-aériens et antinavires[43]. De fait, le flanc nord-ouest est susceptible de cristalliser les futures tensions entre la Russie et l'OTAN en Arctique, comme en témoignent les premiers vols de reconnaissance effectués en février 2021 depuis la base militaire de Nagurskoye sur l'archipel de François Joseph[44]. C'est sans compter la volonté du Kremlin qui envisage de développer son système de missiles modernisés conformément au programme d'armement de l'Arctique élaboré pour la période 2018-2027, augurant ainsi une multiplication des exercices militaires à l'instar du récent tir de salve de missiles hypersoniques Zircon[45].

Cette militarisation a aussi un objectif sur le long terme. En effet, l'ouverture d'un « quatrième front » en Arctique devient de plus en plus une réalité avec la fonte de la calotte polaire[46]. Auparavant, les conditions extrêmes de la région constituaient une véritable barrière naturelle contre toute manœuvre d'invasion par le Nord, tant et si bien qu'avant 2014, la défense du Grand Nord ne constituait pas une priorité pour les forces armées[47]. Selon de récentes estimations, la fonte des glaces pourrait potentiellement libérer 24.000 kilomètres de côte exploitables pour une potentielle « invasion »[48]. La Russie l'a bien compris et ce scénario ne fait que renforcer la thèse de l'encerclement[49], centrale dans le durcissement de sa politique étrangère et de sécurité depuis 2014.

Si le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou n'exclut pas le scénario d'un conflit dans la région, ce dernier semble peu plausible à court comme à moyen terme. Pour Mered, le seuil des tensions actuelles n'est en rien comparable à celui de la Guerre froide. Cette situation a d'ailleurs été rappelée en janvier 2021 par Nikolai

Korchunov, ambassadeur du ministère russe des affaires étrangères et haut responsable du Conseil de l'Arctique, qui ne voyait aucune raison que Moscou ait recours à la solution militaire dans la région[50]. Et de manière générale, aucun des Etats riverains n'aurait intérêt dans l'immédiat à adopter une posture trop radicale car cela découragerait de potentiels investisseurs et partenaires internationaux nécessaires au développement de leur région respective. S'il importe de considérer ces faits avec prudence, les récents exercices militaires seraient selon Mered plus des occasions pour les Etats riverains, la Russie, et l'OTAN de « *réactiver tout un savoir-faire militaire et stratégique propre à la région et endormi depuis les années 80* »[51].

Laruelle confirme cette réalité en précisant que les bases réactivées à partir de 2016 sont duales. Elles peuvent certes servir à des fins offensives pour faire face à l'OTAN et ses alliés mais sont la plupart du temps utilisées à des fins défensives et civiles[52] comme pour des missions de sauvetage, ou pour accueillir des dispositifs de surveillance météo ou des coopérations de scientifiques[53]. À l'instar de la RMN et des activités extractives, les volets stratégique et militaire n'ont pas été épargnés par la stagnation économique et les limites budgétaires. Selon Laruelle, la Marine demeure à cet égard la « grande perdante » des financements étatiques qui ne lui permettent pas de renouveler l'ensemble de sa flotte et encore moins de les adapter aux conditions de l'Arctique[54]. Cependant, elle précise que Moscou est parvenue à cibler soigneusement les secteurs considérés comme cruciaux dans l'affirmation de son statut de puissance[55]. Cette réalité est également confirmée par Paul et Swistek qui soulignent les capacités de la Marine à innover et à compenser le manque de destroyers et de personnel en équipant des unités maritimes plus petites et plus mobiles telles que des frégates, des corvettes, ou des sous-marins de missiles de croisières type Kalibr qui, nonobstant leur infériorité numérique, constituent une menace sérieuse pour l'OTAN et ses alliés[56].

Enfin, une exportation des tensions géopolitiques d'autres théâtres d'opérations en Arctique semble bien réelle[57]. Un exemple récent s'est illustré avec la volonté britannique de donner une réponse géopolitique à la Russie en cas d'invasion de l'Ukraine. Cette réponse se traduirait par un renforcement de la coopération des pays occidentaux en Arctique dans laquelle Londres jouerait un rôle central[58]. Selon le « *Nezavissimaïa Gazeta* », l'aspiration britannique s'apparente à une militarisation de la RMN et à la création d'un pendant nordique de l'AUKUS[59]. De fait, les vœux de Michael Gorbatchev en 1987 semblent progressivement s'estomper. Pour éviter toute escalade, la Russie a déjà exprimé sa volonté de réactiver les rencontres annuelles entre les chefs d'état-major des pays arctiques[60] et d'intensifier le dialogue et la coopération au sein des structures multilatérales abordées dans la section suivante.

5) Quelles perspectives de coopération sur le long terme?

Le Conseil de l'Arctique, le Conseil économique de l'Arctique, et le Conseil euro-arctique des Barents ont constitué les principales plateformes de dialogue. Si ces plateformes ne sont pas compétentes pour traiter des questions militaires et sécuritaires, elles sont néanmoins parvenues à préserver la région de tensions majeures. Le réchauffement climatique avec la reconfiguration du terrain qu'il induit risque cependant d'accentuer les batailles juridiques entre les Etats riverains autour de l'extension des plateaux continentaux et de leur zone économique exclusive respective. Au cours de la dernière décennie, les enjeux en Arctique ont acquis une dimension mondiale, et dépassent largement le cadre du Conseil de l'Arctique comme en témoigne l'augmentation du nombre de ses observateurs[61].

En termes de coopération bilatérale dans l'Arctique, la coopération sino-russe retient particulièrement l'attention des observateurs.

S'il importe d'en scruter l'évolution avec attention, il convient cependant d'en nuancer les perspectives. En effet, les deux pays ont des ambitions très différentes dans la région.

Moscou éprouve d'ailleurs une méfiance vis-à-vis de Pékin et appréhende les conséquences qu'une présence chinoise trop importante aurait sur ses propres intérêts, en particulier lorsque Pékin a souligné sa volonté de créer sa propre flotte de brise-glaces, ce qui signifierait un affranchissement de l'influence russe [62]. Plus généralement, il n'est pas exclu que la Chine joue un rôle plus important dans l'orientation des décisions du Conseil de l'Arctique. Cela s'explique en grande partie par les nombreux accords et coopérations tissés au fil du temps avec chaque membre permanent du Conseil dans les domaines extractif, économique, et scientifique. À ce titre, certains auteurs n'hésitent pas à parler d'une « captivité » des membres permanents vis-à-vis de Pékin qui détient désormais une part importante des actions dans les différents projets et qui n'hésitera pas à faire usage de ce levier pour orienter les décisions du Conseil en sa faveur[63]. Ceci expliquerait notamment pourquoi la Russie veille à ce que les parts de ses projets GNL soient exclusivement détenues par des entreprises russes et non des investisseurs étrangers[64].

Enfin, l'hypothèse d'une coopération euro-russe en Arctique semble pour l'heure rester lettre morte. L'Union européenne n'étant pas un observateur permanent au Conseil de l'Arctique, l'influence européenne au sein de cette structure se résume tout au plus à ses États membres ou états associés qui y siègent soit en tant que membres permanents, soit en tant qu'observateurs permanents[65]. Malgré les sanctions de 2014, l'Union européenne souligne qu'elle a des intérêts communs avec la Russie et qu'elle est toujours prête à dialoguer sur les dossiers climatiques et environnementaux conformément au principe d'engagement sélectif[66]. Cependant, une innovation récente dans la stratégie européenne pour l'Arctique pourrait ternir les perspectives d'une coopération euro-russe dans la région. Selon une note de la

Fondation Robert Schuman, la communication du Parlement du 13 octobre 2021 est considérée comme un tournant stratégique et sécuritaire et rompt avec la politique intégrée de l'Union pour l'Arctique de 2016, considérée comme une simple caisse de résonance des ambitions du Conseil de l'Arctique[67]. S'inquiétant de la remilitarisation russe et du rôle grandissant de la Chine, l'Union aspire à devenir un acteur géopolitique de premier plan en Arctique en développant un nouveau positionnement stratégique qui pourrait modifier le sens de la « coopération internationale »[68]. Les effets de ce nouveau positionnement sur la stratégie européenne en Arctique devrait faire l'objet d'une étude plus exhaustive. Mais s'ils se concrétisent, ils ne feront que réduire les chances déjà minces d'une coopération euro-russe fructueuse dans la région.

Conclusion

Les déclarations de Sergueï Lavrov au Conseil de l'Arctique du 19 mai 2021 en Islande peuvent déjà être considérées comme un avant-goût des tensions à venir[69]. Si l'intensification des manœuvres militaires, le développement des activités extractives, et la médiatisation du potentiel de la RMN sont des faits bien réels, ils sont généralement interprétés comme les signes d'un « développement à grande vitesse » de l'ensemble de l'Arctique. La trajectoire empruntée par le Kremlin révèle cependant une réalité plus contrastée. En effet, les observateurs s'accordent pour attester du décalage flagrant entre le discours formulé au Conseil de l'Arctique et les politiques nationales implémentées dans la région[70]. Même si Moscou ne pourra pas faire l'impasse sur le réchauffement climatique, elle semble assumer le « clair-obscur » de sa stratégie actuelle[71] qui est propice à une mauvaise interprétation de ses véritables intentions par ses voisins. À cet égard, il est difficile d'identifier par quel moyen Moscou honorera les ambitions de la stratégie de 2035. Cette trajectoire est d'autant plus contradictoire que les autorités comptent intensifier leurs activités extractives en connaissant les risques liés à la fonte du pergélisol .

sur les populations autochtones et le rendement des hydrocarbures essentiels à l'économie russe.

Cela impacte directement l'essor de la RMN qui malgré son potentiel fait non seulement l'objet de tergiversations sur un modèle pérenne de marché et de financement, mais aussi d'une attitude protectionniste la privant d'investissements potentiels. Nonobstant la stagnation économique et les limites budgétaires, Moscou est parvenue à cibler les secteurs cruciaux nécessaires au maintien de son statut de « puissance » et à son développement socio-économique[72], quitte à susciter l'ire et l'inquiétude des chancelleries occidentales. A priori, les Etats riverains n'ont aucune raison d'adopter dans l'immédiat une position trop radicale. Néanmoins, il est fort probable que les questions militaires et sécuritaires mais aussi les tensions d'autres théâtres d'opération à l'instar des récents événements en Ukraine s'invitent de plus en plus à l'agenda du Conseil de l'Arctique. À mesure que l'Arctique est susceptible d'être le témoin d'un bouleversement de l'équilibre des puissances, il va sans dire que ces plateformes seront déterminantes non seulement pour maintenir le dialogue mais aussi clarifier les intentions russes dont toute erreur de jugement ou interprétation précipitée pourrait entraîner des conséquences désastreuses pour la stabilité du Grand Nord.

Notes de fin de document

- [1]** Dans cette note d'analyse, l'auteur entend par « Etats riverains » les huit Etats riverains arctiques qui siègent en tant que membres permanents au Conseil de l'Arctique : les Etats-Unis, la Russie, le Canada, l'Islande, le Danemark, la Suède, la Norvège, et la Finlande.
- [2]** LAGNEAU, L. « Les forces russes ont mené un exercice aéroporté inédit dans l'Arctique ». Zone militaire Opex 360, 26 avril 2020. En ligne. URL : <http://www.opex360.com/2020/04/26/les-forces-russes-ont-mene-un-exercice-aeroporte-inedit-dans-larctique/> (Consulté le 23 décembre 2021).
- [3]** QUENELLE, B. « L'Arctique attise les tensions entre Russie et Etats-Unis ». Les Echos, le 19 mai 2021. En ligne. URL : <https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/larctique-attise-les-tensions-entre-russie-et-etats-unis-1316119> (Consulté le 9 janvier 2022).
- [4]** Le 20 mai 2021, la Russie endosse la présidence du Conseil de l'Arctique pour la période 2021-2023 et entend rester dans la continuité de la présidence islandaise en accordant une attention particulière à la lutte contre le réchauffement climatique.
- [5]** LARUELLE, M. « La politique arctique de la Russie : une stratégie de puissance et ses limites », Russie.Nei.Visions, n° 117, Ifri, mars 2020, p 7. L'auteure utilise cette expression pour qualifier la remilitarisation du Grand Nord et désigner l'écart entre les ambitions russes et les moyens disponibles.
- [6]** MEHDIVEVA, N. "Strategy of development of the Arctic Zone of the Russian Federation and the provision of national security for the period to 2035" Russian Studies Series 1/21, 25 juin 2021, En ligne. URL : <https://www.ndc.nato.int/research/research.php?icode=703> (Consulté le 27 décembre 2021).
- [7]** MEHDIVEVA, N. Ibidem.
- [8]** LARUELLE, M. Loc. cit.
- [9]** KLUGE, J. & PAUL, M. "Russia's Arctic Strategy through 2035" Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), Comment 2020/C 57, 26 novembre 2020. En ligne. URL : <https://www.swp-berlin.org/10.18449/2020C57/> (Consulté le 27 décembre 2021).
- [10]** MEHDIVEVA, N., op. cit. & PAUL, M. & SWISTEK, G. "Russland in der Arktis: Entwicklungspläne, Militärpotential und Konfliktprävention". Stiftung Wissenschaft und Politik, SWP-Study 19, October 2021, Berlin, p 29. Ces zones d'intérêt stratégique sont par exemple les bases militaires, les installations portuaires et aéroportuaires, les sites d'extraction ou encore les zones riches en minerais. Selon les auteurs, le développement fragmentaire pourrait générer des frustrations parmi les élites locales, frustrées de leur exclusion, qui se mueraient en pressions sociales et pourrait rapidement dégénérer en rivalité. Cette dynamique est d'ailleurs prise très au sérieux par les autorités russes.
- [11]** LASSERRE, P. & PIC, P. « Exploitation des ressources naturelles dans l'Arctique : une évolution contrastée dans les soubresauts du marché mondial ». Etudes du CQEG n°3, Janvier 2021, p 20.
- [12]** SPETCHISNKY, L. « Le partenariat euro-russe : enjeux et processus », Chaire Baillet Latour UE-Russie, [Syllabus fourni dans le cours LEUSL 2308], Université Catholique de Louvain, p. 130.
- [13]** ZYSK, K, & DEVILLE-FRADIN, V. « Les objectifs stratégiques de la Russie dans l'Arctique », Politique étrangère, vol. , no. 3, 2017, p. 39.
- [14]** LARUELLE, M. op. cit., p. 14.
- [15]** PAUL, M. & SWISTEK, G. op. cit., p. 20-21.
- [16]** ZYSK, K, & DEVILLE-FRADIN, V. op. cit., p. 41.
- [17]** LASSERRE, P. & PIC, P. loc. cit. & PASQUIER, D. « Dans l'océan Arctique, la Russie ne perd pas le nord », Revue Défense Nationale, vol. 838, no. 3, 2021, p. 114.

- [18]** PAUL, M. & SWISTEK, G. loc. cit.
- [19]** VIDAL, F. « Le Conseil de l'Arctique à l'heure russe » Éditorial de l'Ifri, 18 mai 2021, p 3-4.
- [20]** PAUL, M. & SWISTEK, G. op. cit., p. 19.
- [21]** VIDAL, F. loc. cit.
- [22]** KUTUZOVA, M. « Чистое будущее, (Un avenir propre) » Kommersant.ru., 2 septembre 2021, En ligne. URL : http://www.ras.ru/digest/showdnews.aspx?_language=ru&id=a946b6f5-d093-44f7-aa9c-0873fc52349a (Consulté le 27 décembre 2021).
- [23]** TOURRET, P. & LANZI, C. « Point de vue. Une route maritime libérée des glaces en Arctique : quels enjeux économiques ? ». Ouest France, 26 septembre 2020. En ligne. URL : <https://www.ouest-france.fr/economie/transports/transport-maritime/point-de-vue-une-route-maritime-liberee-des-glaces-en-arctique-quels-enjeux-economiques-6990299> (Consulté le 4 janvier 2022).
- [24]** CANOVA, E., et al. « Présidence russe au Conseil de l'Arctique : le réveil d'un géant », Groupe d'études géopolitiques, Note de travail, mai 2021, p 9. Les conclusions du cinquième Forum économique de Saint-Pétersbourg ne laissent planer aucun doute quant à l'importance des énergies fossiles : <https://forumspsb.com/en/news/news/energeticheskaja-panel-1/>
- [25]** Pour aller plus loin : BOUVIER, E. « Focus sur le Canal de Suez : comment l'échouage d'un seul navire a-t-il pu paralyser 12% du commerce mondial pendant près d'une semaine ? ». Les clés du Moyen-Orient, 2 avril 2021, En ligne. URL : <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Focus-sur-le-Canal-de-Suez-comment-l-echouage-d-un-seul-navire-a-t-il-pu.html> (Consulté le 29 décembre 2021).
- [26]** CANOVA, E., et al. « Présidence russe au Conseil de l'Arctique : le réveil d'un géant », Groupe d'études géopolitiques, Note de travail, mai 2021, p 6.
- [27]** Ibidem. CANOVA, E., et al. p 6.
- [28]** LARUELLE, M. op. cit., p 16.
- [29]** PASQUIER, Daniel. op. cit., p. 112. Un exemple mentionné par l'auteur est une loi promulguée en 2018 interdisant le transport de pétrole et de GNL à tout navire battant pavillon étranger. Ce genre de mécanismes empêchent la Russie de bénéficier des frais de passage nécessaires au développement de ses infrastructures.
- [30]** MERED, M. « Passage du Nord-Est : quelles stratégies pour les grandes puissances ? » Areion 24 News, 15 décembre 2020. En ligne. URL : <https://www.areion24.news/2020/12/15/passage-du-nord-est-quelles-strategies-pour-les-grandes-puissances%E2%80%89/> (Consulté le 30 décembre 2021)
- [31]** LARUELLE, M. op. cit., p 18 – 19.
- [32]** Ibid. p 21. La coopération sino-russe en Arctique ne signifie pas que les deux pays ont les mêmes ambitions. Moscou se méfie d'une présence chinoise trop importante dans la région qui pourrait nuire à ses intérêts.
- [33]** MERED, M. op. cit.
- [34]** LARUELLE, M. In. : PUGNET, A. "La stratégie de la Russie en Arctique : une remilitarisation qui coûte cher ». B2. Le blog de l'Europe géopolitique, 9 avril 2020. URL : <https://www.bruxelles2.eu/2020/04/la-strategie-de-la-russie-en-arctique-une-remilitarisation-qui-coute-cher/> (Consulté le 4 janvier 2022).
- [35]** L'objectif du « bastion » est de contrôler étroitement les espaces maritime et aérien proches du territoire russe pour empêcher toute invasion ennemie.
- [36]** RAINSFORD, S. "Russia flexes muscles in challenge for Arctic control" BBC News, 20 mai 2021, En ligne. URL: <https://www.bbc.com/news/world-europe-57156839> (Consulté le 30 décembre 2021).
- [37]** SUKHANKIN, S. "Completing the Arctic Shield: Russian Activities on Wrangel Island" The Jamestown Foundation, 9 avril 2020, En ligne. URL: <https://jamestown.org/program/completing-the-arctic-shield-russian-activities-on-wrangel-island/> (Consulté le 31 janvier 2022).

[38] Pour aller plus loin : BERMUDEZ Jr. J-S, CONLEY, H-A., & MELINO, M. "Ice Curtain: Why Is There a New Russian Military Facility 300 Miles from Alaska?" Center for Strategic and International Studies, 24 mars 2020. En ligne. URL : <https://www.csis.org/analysis/ice-curtain-why-there-new-russian-military-facility-300-miles-alaska> (Consulté le 31 janvier 2022).

[39] STAALESEN, A. "New Russian fighter jets on standby in upgraded Arctic air base » The Barents Observer, 8 février 2021. En ligne, URL : <https://thebarentsobserver.com/en/security/2021/02/new-russian-fighter-jets-standby-upgraded-arctic-air-base> (Consulté le 31 janvier 2022).

[40] PAUL, M. & SWISTEK, G. op.cit., p 26. & PUGNET, A. op. cit.

[41] L'Arctic Challenge 2019 est l'un des plus grands exercices aériens mené par l'OTAN en Europe. De manière intéressante, cet exercice est parvenu à rallier des pays non-membres de l'OTAN comme la Suède ou la Finlande. Pour aller plus loin : "Arctic Challenge Exercices 2019 : Nordic cooperation in the concept of cross-border training", Swedish Armed Forces, En ligne. URL : <https://www.forsvarsmakten.se/en/activities/past-events/arctic-challenge-exercise-2019/> (Consulté le 3 janvier 2022)

[42] TETRAULT-FARBER, G. « Russia starts navy drills to rehearse protecting Arctic shipping lane » Reuters, 26 janvier 2022, En ligne. URL : <https://www.reuters.com/world/europe/russia-starts-navy-drills-rehearse-protecting-arctic-shipping-lane-2022-01-26/> (Consulté le 31 janvier 2022).

[43] LARUELLE, M. In.: PUGNET, A. op. cit.

[44] DANILOV, P-B. "Russia Using New Franz Josef Land Air Base" High North News, 16 février 2021, En ligne. URL : <https://www.highnorthnews.com/en/russia-using-new-franz-josef-land-air-base> (Consulté le 31 janvier 2022).

[45] "Poutine célèbre le tir d'une «salve» de missiles hypersoniques Zircon » le Figaro International. 24 décembre 2021. En ligne. URL : <https://www.lefigaro.fr/international/poutine-celebre-le-tir-d-une-salve-de-missiles-hypersoniques-zircon-20211224> (Consulté le 27 décembre 2021).

[46] PAUL, M. & SWISTEK, G. loc. cit. Voir note de bas de page 110 de Roger Howard, « Russia New Front Line » ; La hantise pour la Russie au cours des siècles a été une attaque simultanée sur plusieurs fronts. Jusqu'ici, la Russie a été vulnérable sur trois plans : sur le plan occidental avec les troupes de Napoléon, de l'Empereur Guillaume II, et d'Hitler, sur le plan oriental avec l'attaque des mongols au 13ème siècle jusqu'en 1480, et par l'Empire Ottoman dans le Caucase et en Asie centrale. La fonte de la calotte polaire ouvre donc un quatrième front.

[47] La doctrine militaire de 2014 mentionne pour la première fois l'Arctique comme priorités des forces armées.

[48] PAUL, M. & SWISTEK, G. loc. cit.

[49] La thèse de l'encerclement va de pair avec la thèse de la « forteresse assiégée ou menacée par des puissances extérieures » telles qu'énoncées par Roger Howard. Elle est également associée au sentiment russe au début des années 2000 d'isolement et de marginalisation de la Russie sur le plan internationale, lequel s'est accentué avec l'annexion de la Crimée en 2014.

[50] В Арктике нет проблем, требующих военного решения, Kommersant, 14 janvier 2021, <https://www.kommersant.ru/doc/4641929?query=%D0%B0%D1%80%D0%BA%D1%82%D0%B8%D0%BA%D0%B0>

[51] MERED, M. op. cit.

[52] Pour un compte-rendu sur les objectifs concernant la Route maritime du Nord, voir : MIDDLETON, A. « Northern Sea Route : From Speculations to Reality by 2035 ». High North News, 7 janvier 2020, En ligne, URL : <https://www.highnorthnews.com/en/northern-sea-route-speculations-reality-2035> (Consulté le 30 décembre 2021).

[53] LARUELLE, M. op. cit., p. 11-12.

[54] Ibid., p. 9-10.

[55] LARUELLE, M. In. : PUGNET, A. op. cit.

[56] PAUL, M. & SWISTEK, G. op. cit., p 27-28. Selon les auteurs, certains missiles de croisière placés sur les sous-marins en mer de Beaufort pourraient couvrir sans problème une distance jusqu'à Washington. Ces petites unités marines sont certes inférieures en nombre mais constituent une menace réelle pour les forces de l'OTAN.

[57] PAUL, M. & SWISTEK, G. op. cit., p 16. Les auteurs parlent également de scénarios horizontaux et verticaux. Une situation où un conflit déclenché en mer des Barents (ou dans une autre région du monde) s'exporte vers l'Arctique est considérée par les auteurs comme un scénario horizontal. Un scénario « vertical » implique une cause, comme un différend relatif à l'exploitation d'un gisement ou à la souveraineté de tel ou tel passage maritime qui dégènerait en conflit armé.

[58] TRUSS, L. "Russia will pay the price if it invades Ukraine: Foreign Secretary LIZ TRUSS underlines her determination to stand up to Vladimir Putin" Dailymail, 30 Novembre 2021, En ligne. URL : <https://www.dailymail.co.uk/debate/article-10260317/Foreign-Secretary-LIZ-TRUSS-Russia-pay-price-invades-Ukraine.html> (Consulté le 4 janvier 2022).

[59] Мухин В. « Лондон ударит по Москве арктическим НАТО ». Независимая газета, 7 décembre 2021, En ligne. URL : https://www.ng.ru/armies/2021-12-07/1_8320_london.html (Consulté le 4 janvier 2022). L'AUKUS est un pacte de sécurité entre l'Australie, le Royaume-Uni, et les Etats-Unis pour contrer l'influence chinoise en Asie-Pacifique. La Russie craint qu'un schéma similaire soit élaboré en mer des Barents et menace la stabilité de l'Arctique.

[60] DANILOV, P-B. "Russia Wants to Resume Meetings Between Arctic Defense Chiefs" High North News, 19 janvier 2021, En ligne. URL: <https://www.highnorthnews.com/en/russia-wants-resume-meetings-between-arctic-defense-chiefs> (Consulté le 30 décembre 2021).

[61] Le Conseil de l'Arctique accueille l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Pologne, et les Pays-Bas en 1998, la France en 2000, et l'Espagne en 2006. Le nombre d'observateurs augmente en 2013 avec l'arrivée de la Chine, l'Inde, l'Italie, la Corée du Sud, le Japon, et Singapour. Le dernier membre à avoir rejoint le Conseil est la Suisse en 2017.

[62] LARUELLE, M. op. cit., p 22. PASQUIER, D. op. cit., pp. 113-114.

[63] MERED, M. op. cit.

[64] PAUL, M. & SWISTEK, G. Op. cit., p 20. La répartition des parts entre les différentes entreprises concernant le projet Arctic LNG 2 sur la péninsule de Gydan est un exemple de la volonté russe de conserver la mainmise les projets qu'elle initie. Ces parts sont respectivement de 60% pour le producteur de gaz Novatek, 20% pour la Chine, 10% pour le géant français Total, et 10% à un consortium japonais.

[65] MAYET, L. "Nouveau cap de l'Union européenne sur l'Arctique », Question d'Europe n°614. Fondation Robert Schuman, 22 novembre 2021. En ligne. URL : <https://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0614-nouveau-cap-de-l-union-europeenne-sur-l-arctique> (Consulté le 2 janvier 2022).

Actuellement, l'Union européenne ambitionne toujours de devenir « observateurs permanent ». Par le passé, l'Union jouissait du statut "d'observateur ad hoc" qui lui permettait d'être invitée par les Etats membres pour assister à certaines réunions. Ce statut a depuis été supprimé avec la réforme du Conseil de l'Arctique en 2013. Pour le moment, l'Union est tout au plus « invitée permanente ». Selon Mayet, ce statut permet certes à l'Union de suivre les travaux du Conseil au même titre que les observateurs permanents, mais entérine « un traitement diplomatique discriminatoire et humiliant. »

[66] Résolution du Parlement européen du 7 octobre 2021 sur l'Arctique : perspectives, problématiques et enjeux de sécurité

[67] MAYET, L. op. cit.

[68] Ibidem.

[69] Les États-Unis et la Russie prônent la coopération malgré des "divergences" France 24, 20 mai 2021. En ligne. URL : <https://www.france24.com/fr/am%C3%A9riques/20210519-les-%C3%A9tats-unis-et-la-russie-pr%C3%B4nent-la-coop%C3%A9ration-malgr%C3%A9-des-divergences> (Consulté le 10 janvier 2022). « Il est clair pour tout le monde depuis longtemps que ce sont nos terres, notre territoire »

[70] CANOVA, E., et al., op. cit., p 10-11.

[71] LARUELLE, M. op. Cit., p 7-8.

[72] LARUELLE, M. In: PUGNET, A. op. cit.